

Une campagne des Femmes Prévoyantes Socialistes



Dossier de presse Campagne 2021

POUR PLUS DE JUSTICE FISCALE

www.justicefiscale.be

Avec le soutien de



Solidaris
réseau



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

.be



Wallonie

equal.brussels

SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

www.femmesprevoyantes.be

PETIT RÉSUMÉ À L'USAGE DES PRÉSSÉ·E·S

Qui ?

Nous sommes une association féministe et mutualiste reconnue en éducation permanente.

Quoi ?

Nous réalisons une campagne de communication et de sensibilisation autour des questions de pauvreté et de justice fiscale. Cette campagne se déclinera en ligne et sur le terrain.

Pourquoi ?

La crise sanitaire que nous traversons annonce une crise économique et sociale qui va impacter les personnes les plus fragilisées, dont les femmes. Plutôt qu'un plan de relance qui peine à prendre en compte les inégalités sociales et de genre, nous prôtons une meilleure justice fiscale équitable, féministe et harmonisée.

Comment ?

Nous avons réalisé divers supports afin de nous aider collectivement à « inverser la situation » :

- Une campagne d'affichage dans l'espace public ;
- Un site internet regroupant divers contenus de fond (vidéo, contenus écrits, etc.) afin de mieux comprendre et de s'appropriier la thématique ;
- Une pétition à destination des citoyen-ne-s que nous souhaitons, à terme, adresser au gouvernement fédéral.

Quand ?

La campagne sera lancée en ligne à partir du 17 octobre 2021 à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère. Diverses activités seront menées sur le terrain, en Wallonie et à Bruxelles, en fin 2021 et en 2022. Pour en savoir plus, consultez notre site internet.

COMMUNIQUÉ

CAMPAGNE 2021 : ENSEMBLE INVERSONS LA SITUATION !

Une justice fiscale équitable, féministe et harmonisée ? C'est le credo de la nouvelle campagne des Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS), lancée le 17 octobre, pour la journée mondiale du refus de la misère. Au travers d'outils militants et accessibles, cette campagne encouragera la population à littéralement inverser la situation en réalisant qu'un monde plus inclusif et égalitaire est possible.

Depuis 2019, nous affrontons une crise sanitaire sans précédent. Alors que la pandémie a impacté de nombreux groupes sociaux, la relance est présentée par le monde politique comme une bonne solution pour remonter la pente d'après-crise. Les politiques de relance misent sur des dépenses publiques (et donc l'endettement de l'État) afin d'augmenter et de relancer la consommation, la production et donc la croissance !

Mais ces politiques peinent à prendre en compte les inégalités sociales et de genre. Comme l'explique Florence Vierendeel, chargée d'études impliquée dans la campagne : « Entre stéréotypes de genre, temps partiels et inégalités salariales, les femmes sont les principales victimes de la pauvreté. Sans parler des femmes qui croisent plusieurs formes de discriminations, par exemple les femmes racisées, celles qui travaillent à mi-temps ou les mamans solos. Pour elles, c'est la double peine. » Une relance qui ne tiendrait pas compte de ces situations ne ferait que creuser les inégalités.

Pour une meilleure justice fiscale

Que faire alors pour lutter contre des politiques qui risquent de faire basculer dans la pauvreté des personnes déjà fragilisées ? Pour Florence V., il n'y a pas 36 solutions : « Plutôt que de défendre une relance purement économique, il est indispensable de lutter pour une meilleure justice fiscale. C'est-à-dire de mettre la fiscalité au service de la lutte contre les inégalités ! »

Les inégalités fiscales sont en effet nombreuses : évasion/fraude fiscale, impôts avantageux pour les grandes fortunes, etc. « Il existe un lien direct entre les pratiques fiscales mises en place par l'État et l'accroissement de la pauvreté », explique Florence V.

Des outils et partenariats pour inverser la situation

Comme l'explique Elise Voillot, chargée de communication et pilote de la campagne : « L'objectif de notre campagne est de montrer qu'il est possible de dépasser le discours fataliste ambiant et que des solutions* sont possibles pour rendre la fiscalité plus inclusive et égalitaire. Grâce à notre campagne d'affichage, on va donc littéralement proposer aux gens de « tourner la tête » et d'ainsi changer la donne. » Mais la campagne ne s'arrête pas là. « Pour changer les choses, il faut pouvoir les comprendre. Nous avons donc créé un site internet avec des éléments de compréhension autour de la justice fiscale. Et pour vraiment passer à l'action, on a aussi réalisé une pétition afin de présenter nos revendications aux instances politiques compétentes. », raconte Elise V.

« Nous sommes en contact avec d'autres structures, dont le CNCD-11.11.11 et le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, afin de faire vivre la pétition sur le terrain. Sans oublier nos collègues en régionales qui vont partager un maximum la campagne ! On veut montrer que nous ne sommes pas les seul·e·s à vouloir faire changer les choses et qu'en unissant nos forces, tout est possible ! »

* C'EST QUOI UNE MEILLEURE JUSTICE FISCALE ?

Plusieurs pistes très concrètes peuvent être envisagées comme par exemple :

- Limiter les écarts de revenus ;
- Lutter contre les paradis fiscaux ;
- Lutter contre l'évasion fiscale ;
- Instaurer un impôt sur les grandes fortunes ;
- Globaliser à nouveau les revenus et augmenter la progressivité de l'impôt ;
- Augmenter l'impôt sur les sociétés ;
- Imposer de manière unitaire les multinationales au niveau international ;
- Conditionner les aides de l'État.

Pour en savoir plus et découvrir l'ensemble de nos productions, rendez-vous sur notre site ! www.justicefiscale.be

OUI À LA JUSTICE FISCALE !



NOS OUTILS DE CAMPAGNE

Une campagne d'affichage pour changer de point de vue

La campagne est composée de **4 affiches** qui décrivent chacune un profil de précarité. Nous souhaitons, dans un premier temps, mettre en évidence des **profils de précarité** spécifiques, **souvent invisibilisés** au sein de notre société et qui touchent plus durement les femmes. Comme par exemple :

- **Les temps partiels** : actuellement, 44 % des travailleuses sont occupées à temps partiel, contre seulement 11 % des hommes ;
- **Les familles monoparentales** : 80 % de ces familles ont à leur tête une femme ;
- **Les pensions** : les retraitées courent cinq fois plus de risques de sombrer dans la pauvreté que les retraités. De plus, en moyenne, la pension d'une femme s'élève à 882 euros tandis que celle d'un homme s'élève à 1 181 euros, soit une différence de 26 % ;
- Ou encore **les conditions socio-économiques du secteur culturel**.

Afin d'inverser la situation, nous avons joué sur le sens littéral des mots en proposant des affiches qui se lisent dans les deux sens (voir annexes) !

Une pétition pour inverser la situation

La pétition a été créée pour dépasser le stade de l'intention. L'objectif est d'obtenir un maximum de signatures afin de la présenter aux instances politiques compétentes. La pétition peut être signée en ligne ou téléchargée sur notre site.

Pourquoi signer cette pétition ?

- Pour, ensemble, dire non, à la précarisation des publics déjà fragilisés ;
- Pour, ensemble, défendre une société solidaire, équitable et féministe ;
- Pour, ensemble, soutenir des services publics forts et de qualité ;
- Pour, ensemble, interpeller le gouvernement fédéral belge sur la question de la justice fiscale !

Un site web pour alimenter les réflexions

Le site est un peu la « bibliothèque » de cette campagne. Composé de diverses ressources, le site regroupe également l'ensemble des outils de la campagne. Vous pourrez ainsi télécharger nos publications sur le sujet et notre pétition (que vous pourrez également compléter en ligne) découvrir notre lexique ou encore consulter notre vidéo explicative.

Des actions de terrain et virtuelles

Afin de faire vivre la campagne sur le terrain, diverses activités seront menées en Wallonie et à Bruxelles, en fin 2021 et en 2022.

POUR ALLER PLUS LOIN

Pour en savoir plus sur la justice fiscale

Dans le cadre de notre campagne nous avons rédigé divers contenus de fond :

- Analyse Florence
- Etude Eléonore/Florence

Pour en savoir plus sur la thématique "Femmes et précarité"

- ÉTUDE 2019 – DU CHÔMAGE AU CPAS : RÉCITS DE FEMMES
- ÉTUDE 2018 – NOS PENSIONS, LEURS RÉFORMES : RÉPERCUSSIONS SUR LES FEMMES
- ANALYSE 2017 – SALE TEMPS (PARTIEL) POUR LES FEMMES !
- OUTIL PÉDAGOGIQUE - INDIVIDUALISATION DES DROITS : L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS !
- ARTICLE FEMMES PLURIELLES - CRÉANCES ALIMENTAIRES : DES DÉFAUTS DE PAIEMENT MENAÇANTS
- ARTICLE FEMMES PLURIELLES - TRAVAILLEUSES DU SECTEUR DU NETTOYAGE : FERMER LES YEUX POUR NE PAS SE SALIR LES MAINS
- CAMPAGNE 2020 – FAMILLES AU PLURIEL

Pour en savoir plus sur la thématique " Inégalités économiques et sociales"

- ÉTUDE 2020 – LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 : PARTIR DU VÉCU DES CITOYEN·NE·S POUR REINVENTER LE MONDE DE DEMAIN
- ANALYSE 2018 – LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE
- CAMPAGNE 2018 – UN TOIT MON DROIT

NOTRE MOUVEMENT

Association féministe, progressiste, laïque et mutualiste, les FPS font partie du réseau associatif de la mutualité Solidaris. Nées en 1922 du besoin de créer des caisses d'entraide mutuelle pour les femmes ouvrières, les femmes d'ouvriers et leurs enfants, les FPS sont à présent devenues un mouvement d'éducation permanente agissant sur l'ensemble du territoire Fédération Wallonie-Bruxelles, regroupant 9 régionales et plus de 200 groupes locaux. Au quotidien, nous militons et menons des actions pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes et pour réduire les inégalités notamment en matière de santé.



FPS - Femmes Prévoyantes Socialistes



FemmesFPS



@Fem_prevoyantes

NOUS CONTACTER :



Florence Vierendeel – Chargée d'études et de communication politique : florence.vierendeel@solidaris.be



Elise Voillot – Chargée de communication : elise.voillot@solidaris.be



Près d'une personne sur cinq
travaillant dans le secteur
culturel vivrait sous le seuil
de pauvreté*.

ET SI ON
INVERSAIT LA
SITUATION ?

* Seuil de pauvreté = 1.115 € net par mois



POUR PLUS DE JUSTICE FISCALE

www.justicefiscale.be



La pension moyenne des femmes s'élève à 882€, ce qui se situe largement en dessous du seuil de pauvreté*.

ET SI ON
INVERSAIT LA
SITUATION ?

* Seuil de pauvreté = 1.115 € net par mois



POUR PLUS DE JUSTICE FISCALE

www.justicefiscale.be



En Wallonie, 46% des familles monoparentales ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté*.

ET SI ON
INVERSAIT LA
SITUATION ?

* Seuil de pauvreté = 1.115 € net par mois



POUR PLUS DE JUSTICE FISCALE

www.justicefiscale.be



Parmi les travailleuses francophones belges, 4 sur 10 auraient des revenus inférieurs au seuil de pauvreté*. En cause ? Les temps partiels, l'écart salarial...

**ET SI ON
INVERSAIT LA
SITUATION ?**

* Seuil de pauvreté = 1.115 € net par mois



POUR PLUS DE JUSTICE FISCALE

www.justicefiscale.be